

# Grandeurs et défis de la restauration de la paix dans les opérations militaires contemporaines

Par Colombran Lebas

Bien souvent, par le passé, l'issue d'une guerre se jouait sur la capacité à tirer parti habilement d'un rapport de force numérique et matériel qui pouvait ou non être favorable, mais qui restait aisément évaluable. La manière d'utiliser les armements ou d'organiser les troupes, l'ordonnancement des opérations, l'habileté du chef à exploiter au mieux les opportunités de la situation tant géographiques que stratégiques déterminaient *grosso modo* les chances que l'on avait de vaincre.

Les considérations psychologiques n'étaient certes pas absentes du calcul stratégique : la capacité à galvaniser ses hommes autour d'objectifs ambitieux mais atteignables - que ce soit par l'exaltation du nationalisme ou par tout autre moyen - constituait un facteur déterminant de succès. Mais il était bien rare que l'effet politique d'une victoire puisse être dénaturé par des événements locaux que les militaires qualifient de « tactiques ». La recherche de la légitimité existait naturellement, pour fédérer les énergies dans son camp et semer le trouble chez l'adversaire, mais elle ne primait que rarement sur les facteurs militaires ou d'ordre technique lorsque l'on s'essayait à élaborer une stratégie gagnante.

Or aujourd'hui on ne peut que constater l'exacerbation considérable des enjeux éthiques dans la conduite des relations internationales en général, et en particulier dans celle des affaires militaires. Cette dernière va de pair avec l'émergence d'une opinion publique mondiale intéressée par la politique étrangère et particulièrement attentive aux dilemmes éthiques liés aux questions internationales, à l'inverse de ce que stipule une certaine version de la théorie réaliste des relations internationales.

**« Les questions éthiques, souvent instrumentalisées, jouent aujourd'hui un rôle souvent spectaculaire sur la scène internationale »**

De tout côté l'on se réclame du Bien – voire de Dieu – pour justifier son combat. Plus généralement, l'action militaire internationale ne semble de moins en moins pouvoir se passer du recours à la vertu rédemptrice d'un argumentaire moral, fût-il artificiel. Si les Américains sont allés en Irak ce serait parce que l'ancien régime de Bagdad était profondément immoral ; c'était parce que l'on conjecturait – à tort – que ce dernier détenait des armes de destructions massives, c'était aussi parce que l'on jugeait nécessaire d'importer la démocratie dans la région proche et moyen-orientale pour rendre le monde plus sûr et maximiser les chances de survie de l'idée même de démocratie... Lorsqu'Al Qaida frappe, cette dernière prétend agir au nom d'une morale qui s'imposerait de faire le salut des hommes malgré eux en répandant – serait-ce par la terreur – la forme d'islam qu'elle considère comme étant la plus pure.

Or, si l'aventure iraquienne a échoué c'est en partie à cause de la faiblesse des motifs qui avaient été avancés pour sa légitimation. Et comme de juste, la perception d'un enlisement durable des Américains dans ce dernier conflit coïncide avec l'éclatement du scandale des traitements dégradants pratiqués à Abou Graib : événement d'ordre tactique au plan militaire ; mais événement tout à fait considérable au plan éthique et symbolique. Les anticipations quant à l'issue du conflit en seront très significativement affectées ! C'est que les médias forment aujourd'hui une caisse de résonance qui, par des phénomènes relevant de la théorie du chaos, démultiplie l'effet politique de certains faits, tout en passant d'autres sous silence. Souvent, la logique de l'émotion l'emporte, et c'est un jeu

complexe qui se dessine entre les acteurs très divers (ONG, militaires, groupes armés, factions terroristes ou fondamentalistes) qui aujourd'hui occupent les théâtres d'opération : celui-ci a pour objet la communication et la diffusion la plus massive possible de leur représentation du conflit, c'est-à-dire de leur « vérité ». Et sur ce nouveau champ de bataille virtuel, nos adversaires ne sont pas toujours les moins habiles ! Ainsi, les mouvances religieuses les plus extrémistes se sont appropriées avec une facilité considérable les techniques décentralisées de diffusion d'information (sites internet islamistes, blogs, ...). Et parallèlement, les démocraties occidentales sont très attendues sur la question des droits de l'homme. Dans ce combat sans merci, la très grande asymétrie entre les techniques utilisables par l'un ou l'autre des camps est frappante. De même la sensibilité aux pertes est-elle très contrastée selon l'identité de l'acteur qui en est affecté.

**« La construction, l'entretien ou la restauration d'un capital de légitimité semblent être devenus des nécessités vitales »**

Ainsi la construction, l'entretien ou la restauration d'un capital de légitimité semblent être devenus à l'heure actuelle une nécessité vitale pour les puissances occidentales. Leurs armées en sont bien conscientes. C'est aujourd'hui dès la phase amont de la planification stratégique que l'on prend en compte l'établissement et le maintien de ce type de « capital ».

Pour qu'une opération soit considérée comme légitime, il faut en effet que les motifs d'intervention apparaissent comme suffisamment fondés (on peut parler de « légitimité *ad bellum* »). Mais il faut également que la conduite du combat apparaisse irréprochable : c'est la « légitimité *in bello* ». La définition d'un mandat clair pour l'opération, l'action en coalition sous mandat de l'ONU, ainsi que de l'édition de règles d'engagement suffisamment précises sont quelques conditions qui contribuent notablement à l'établissement et au maintien de ce capital de légitimité.

Mais attention ! En aucun cas cette légitimité ne doit être confondue avec la légalité – même si habituellement l'une et l'autre se renforcent ! Que l'on se rappelle l'exemple du Kosovo, où des forces occidentales de l'OTAN ont été déployées pour des raisons honorables et avec des résultats positifs, mais cependant sans mandat initial des Nations-Unies.

De même, sous peine de d'entamer significativement la crédibilité des armées occidentales, il nous faut prendre garde à ce que la nécessaire imposition de règles strictes d'engagement ne conduise cependant pas à l'inhibition de l'action. La gestion des opérations extérieures constitue donc une matière extrêmement complexe, qui place souvent le décideur face à de nombreux dilemmes qu'il doit résoudre avec célérité.

***La capacité à « restaurer de la paix », une nouvelle fonction de la défense pour un futur livre blanc ?***

Que conclure de ces quelques considérations ?

Tout d'abord, lors d'un conflit ou d'une intervention extérieure, la recherche de la légitimité et les moyens qui y conduisent ne doivent plus être vécus aujourd'hui comme des contraintes limitant le spectre de l'action, mais comme la condition incontournable de l'efficacité de l'usage de la force. Toute action envisagée doit donc simultanément être examinée à l'aune de ses effets militaires et éthiques.

D'autre part, il nous faut améliorer la coordination des actions menées par tous les ministères impliqués dans la gestion de ces crises, au sein des Etats et entre les partenaires d'une coalition. Ceci constitue une priorité majeure pour l'avenir. Il en est de même de l'articulation des actions publiques avec celles des acteurs privés qui opèrent sur le terrain. L'optimisation du capital de légitimité d'une coalition est à ce prix.

Enfin il convient de tirer toutes les conséquences du fait que la capacité à « restaurer la paix » constitue le principal critère de succès des missions contemporaines. Devenue une ardente obligation, cette capacité pourrait constituer avec profit – dans un futur livre blanc – une cinquième « fonction » de la défense. On renforcerait ainsi significativement le capital de légitimité de l'institution militaire elle-même ! Mais l'on rassemblerait aussi, symboliquement, les initiatives, nombreuses mais éparses, qui ont été prises au fil des ans pour optimiser la légitimité *de* et *lors de* nos opérations. Une telle mesure nous aiderait sans nul doute à affronter avec succès les défis de l'intervention extérieure au XXIème siècle.